

Prescriptions cahier des charges (Annexe I)	Moyens mis en œuvre par RECUP AUTO 27
Article 1° - Opérations de dépollution	
- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;	Les batteries sont stockées en bacs étanches sous abris. Les pots catalytiques sont stockés en bacs plastiques. L'établissement n'accepte pas de véhicules GPL
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur	Ces éléments sont retirés et stockés en fûts métalliques.
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;	Ces éléments sont neutralisés par retrait de la batterie.
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;	Les fluides vidangés et modes de stockage sont les suivants : - carburant : bidons puis réutilisation interne - Huiles usagées : cuve 1 m ³ - liquide de frein, liquide de refroidissement, lave glace : cuve 1 m ³ Ces cuves sont stockées sous abris et sur rétention.
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement	Les fluides frigorigènes sont récupérés avec un poste de déchargement et stockés en bonbonnes.
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques	Ces éléments sont retirés en fonction des véhicules.
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;	Ces éléments sont retirés en fonction des véhicules.
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.	Les pneumatiques sont retirés, déjantés et stockés en racks.
Article 2° - Retrait de certains éléments spécifiques	
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé	Eléments laissés sur les véhicules et récupérés suite au broyage (séparation des différentes natures de matériaux par le broyeur).
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux	Retrait des pare chocs et stockage en racks.
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.	Pare-brises retirés. Vitres laissées sur les portières (pièces destinées à la vente).
Article 3°	
L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.	Contrôle de la qualité des pièces détachées mises en vente assuré par l'opérateur lors du démontage.
La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.	Pas de vente de pièces détachées pyrotechniques
Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.	Stockage sur racks principalement, en bacs ou au sol sur dalle béton.
Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.	Zone non accessible au public.

Prescriptions cahier des charges (Annexe I)	Moyens mis en œuvre par RECUP AUTO 27
Article 4° - L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :	
- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet	Les VHU dépollués sont évacués vers un centre VHU agréé.
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.	Les éléments retirés sont récupérés par des entreprises spécialisées et disposant des autorisations préfectorales nécessaires.
Article 5° : Déclaration annuelle-	L'établissement s'engage à réaliser la déclaration annuelle (avant le 31 mars de chaque année) via la plateforme SYDEREP Le contenu de cette déclaration sera validé par l'organisme certificateur.
Article 6° - L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.	Ces éléments seront définis à partir de la déclaration annuelle. Ces données seront disponibles auprès des services administratifs de l'établissement
Article 7° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.	Ces éléments sont disponibles auprès des services administratifs de l'établissement.
Article 8° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.	Tous les VHU pris en charge sont enregistrés dans le livre de Police et font l'objet d'une déclaration de cession.
Article 9° L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.	Montant des garanties financières calculées inférieur au seuil de 100 000 €.
Article 10° - L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives suivantes :	
- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;	Entreposage sur une zone bétonnée et sous abris. Dépollution directe des VHU réceptionnés (stockage tampon très limité).
- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ;	Les véhicules en attente d'expertise sont entreposés sur la dalle béton située à l'avant du bâtiment. Après aménagement, les eaux de ruissellement issues de cette zone seront traitées par un séparateur à hydrocarbures.
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;	Le démontage des moteurs est réalisé sur la une aire bétonnée. Les moteurs sont entreposés sur dalle béton dans le bâtiment.
- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;	Les batteries sont stockées dans des bacs plastiques étanches dans le bâtiment. Les éventuels autres éléments démontés sont stockés dans des bacs plastiques étanches ou futs.
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;	Les cuves de stockage des fluides dépollués sont placées sur des bacs de rétention. Cette zone est localisée sur une dalle béton sous abris.
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation ;	Les pneumatiques sont stockés en racks et à l'écart de zones à risque.

Prescriptions cahier des charges (Annexe I)	Moyens mis en œuvre par RECUP AUTO 27
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;	Stockage de moteurs et pièces potentiellement graisseuses réalisé sous abris, évitant le lessivage des pièces.
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.	Registre mis en place.
Article 11° - En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;	Cette justification sera établie en lien avec les déclarations annuelles. Un calcul théorique a été mené dans le dossier de demande d'agrément VHU : <ul style="list-style-type: none"> • Taux de réutilisation et valorisation : 6,2 %, • Taux de réutilisation et recyclage : 4,3 %.
Article 12° - En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.	Cette justification sera établie en lien avec les déclarations annuelles.
Article 13° - L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.	Les bordereaux seront émis à la prise en charge des véhicules et consignés dans un registre spécifique.
Article 14° - L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.	Un opérateur a été formé à cette activité et est détenteur d'une attestation d'aptitude. Une demande d'attestation de capacité a été formulée auprès d'un organisme certificateur. L'instruction de la demande est en cours à la date de réalisation de ce document.
Article 15° - L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité. Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.	RECUP AUTO 27 a prévu une contractualisation avec un organisme certificateur (AB CERTIFICATION) pour la réalisation d'un audit annuel de conformité, pour une durée de 6 ans. Les résultats de l'audit annuel seront transmis à la Préfecture.